



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

19/03/2026

Ce que le préambule du document d'orientation du 54ème congrès nous dit de la CGT

Le projet de document d'orientation sera soumis aux délégués lors du 54^{ème} congrès de la CGT, et aura lieu à Tours au début du mois de juin, vient d'être publié et diffusé à toutes les structures de l'organisation confédérée. Un tel document fixe l'orientation du syndicat pendant les trois ans à venir.

Il n'est pas toujours respecté, témoin du rapprochement avec la FSU, que la direction actuelle de la CGT a poursuivi et accentué alors que, lors du précédent congrès, les délégués avaient majoritairement retiré du texte le paragraphe évoquant cette démarche. Néanmoins, celui-ci donne une idée assez fiable de la pensée de la direction sortante ; il ne fait pas exception. Si dans l'ensemble du texte, beaucoup de formules sont creuses, de langue de bois et d'invitation à faire progresser la CGT comme un enjeu en soi, ne discutant ni de sa nature ni des buts poursuivis, le préambule éclaire grandement sur l'état idéologique réel de la direction actuelle de la CGT et l'avenir qu'elle envisage pour la plus vieille organisation du mouvement ouvrier en France et celle qui, longtemps, se battit afin de renverser le capitalisme et établir le socialisme. Nous allons étudier quelques points significatifs de ce texte, ce qui, bien entendu, n'est pas exhaustif.

Ce préambule sert à poser une nouvelle pierre à l'édifice, commencé en 1995, constituant à transformer le seul syndicat de lutte des classes en France en un syndicat de collaboration de classe, à l'instar de tous les autres. La démarche avait été fortement ébranlée lors du précédent congrès, le 53^{ème}. Le rapport d'activité avait été repoussé, les tenants du syndicalisme révolutionnaire, écartés par la direction sortante, candidats tout de même, avaient recueilli 1/3 des voix des syndicats représentés au congrès, et le document d'orientation avait été fortement amendé dans le sens de la lutte des classes. Finalement, la montagne avait accouché d'une souris : une direction en avait remplacé une autre sans que cela change l'orientation, orientation tournant le dos au syndicalisme de lutte de classe, au contraire, depuis trois ans, elle a été considérablement aggravée.

Un vide ahurissant

Ce préambule révèle un vide politique sidéral. Le mot capitalisme apparaît cinq fois dans le texte, il est suivi quatre fois par un adjectif qualificatif qui le minore, comme mondialisé ou financiarisé. Le texte commence par : « *La crise du capitalisme mondialisé s'aggrave chaque jour* ». Cette affirmation ne fait l'objet d'aucune analyse, ni explication. Que signifie le concept de capitalisme mondialisé ? Quels sont les tenants et les aboutissants de la crise du capitalisme ? En quoi est-elle différente ou pas des précédentes ? Quels éléments permettent de dire qu'elle s'aggrave ? Nous n'en saurons rien. La contradiction fondamentale entre la classe bourgeoise capitaliste et les exploités n'est pas expliquée, même pas présentée. Le mot « lutte des classes » est absent de l'ensemble des 40 points du préambule, tel le mot impérialisme pourtant stade actuel du capitalisme. Au palmarès des absents, on trouve aussi : exploitation, force de travail, colonisation, sans parler de la baisse tendancielle du taux de profit. Dans le deuxième item, les rédacteurs nous dévoilent la réponse comme quoi la direction actuelle de la CGT compte apporter à cette « crise du capitalisme mondialisé » : « *notre syndicalisme CGT a l'ambition de construire une intervention syndicale forte, pour ouvrir des perspectives, rassembler, empêcher qu'advienne le pire et gagner le meilleur* ». N'importe quel observateur de bonne foi peut noter que cette phrase est vide de sens, au mieux, elle pourrait convenir à on ne sait quelle association environnementale, mais concernant le syndicat de lutte des classes, c'est le symbole du vide absolu. Le but n'est pas de renverser le capitalisme, d'abolir le salariat et le patronat (ceci figure encore dans les statuts de la CGT), de socialiser les moyens de production (chose retirée en 1995 à la demande de Bernard Thibault), ni même d'exproprier les capitalistes, voire

de les combattre, mais de rassembler pour gagner le meilleur. Mais qui rassembler ? Les prolétaires ? Les gens des couches moyennes ? Les petits bourgeois ? Ce n'est pas dit dans la chanson. Et en quoi consiste ce meilleur qui est évoqué ? Mystère et boule de gomme.

Enfin apparaît l'obsession de la direction actuelle de la CGT : « l'extrême droite ». Le mot apparaît 8 fois dans le texte soit presque deux fois plus que « capitalisme ». On comprend que l'ennemi des travailleurs n'est pas le Capital, mais cette notion politique jamais définie qu'est l'extrême droite. Ainsi pour toute analyse du stade actuel du capitalisme, il n'est pas question de la concentration accrue des moyens dans quelques mains, du capitalisme financier, ne distinguant plus de spécialité, mais où tout le monde touche à tout, des cacahuètes aux voitures en passant par la banque, encore moins du rôle de l'idéologie dominante.

Une explication du fonctionnement du capitalisme totalement erronée

Non. L'explication, la découverte géniale se privant de tous les concepts de lutte des classes est celle-ci : « *On passe du capitalisme néolibéral de Thatcher et Reagan, qui visait à mettre la puissance publique au service du capital, au capitalisme libertarien de Trump et Musk.* ». Comme si le capitalisme, dans toute son histoire n'avait pas mis la puissance publique, à savoir l'État, à son service. Tout État est au service d'une classe dominante. Engels, dans "*L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*", nous dit ceci : « *Pour que ces antagonismes, ces classes qui ont des intérêts économiques contradictoires ne se dévorent pas et ne dévorent pas la société, une force est devenue nécessaire, qui, se plaçant en apparence au-dessus de la société modérerait le conflit, le maintiendrait dans les limites de "l'ordre". Cette force est l'État.* ». L'État bourgeois capitaliste est une structure destinée à comprimer les antagonismes de classes au profit de la classe dominante, celle des capitalistes. Le rôle des concepts « néolibéral » comme « libertarien » est d'établir une inversion en théorisant comme quoi les politiques menées par tel ou tel, au nom de telle ou telle frange de la Bourgeoisie, auraient une profonde motivation idéologique, ce qui, entre parenthèses, les rendraient différentes fondamentalement les unes des autres. Or tous les fondés de pouvoir du Capital mènent telle ou telle politique pour des raisons profondément économiques, en tenant compte du rapport des forces. Ce qui motive la politique de Reagan telle celle de Trump, à des moments différents de l'histoire, c'est la concurrence sauvage entre multinationales et sa cause profonde : la baisse tendancielle du taux de profit. Il n'y a là rien d'idéologique. La politique du « néolibéral » Reagan est de même nature que celle du « libertarien » Trump.

La forte incompréhension du fonctionnement du système capitaliste se poursuit dans le texte. Nous y trouvons des expressions comme « *le patronat et l'extrême droite* » ou « *l'extrême droite et le Capital...* » Mettant sur le même plan une classe sociale, et pas n'importe laquelle, la classe dominante, et un courant politique. La direction confédérale de la CGT cultive depuis au moins un an cette conception erronée du système. La classe dominante ou même telle ou telle frange, ne peut en aucun cas être mise sur le même plan que quelque courant politique que ce soit, le faire, c'est nier son statut de classe dominante, de faire d'elle un rouage comme un autre d'un système dont, alors, on ne verrait pas la logique. Toutes les forces politiques non révolutionnaires sont au service de la classe dominante capitaliste. Au service, c'est-à-dire subordonnées. La classe capitaliste ne s'allie avec personne, utilisant X ou Y selon le rapport des forces. Elle a dans sa main tous les représentants des partis politiques qui compte en France, de Besancenot à Le Pen, en passant par Mélenchon, Roussel, Hollande, Macron et Retailleau. Celle-ci décide d'utiliser telle ou telle force politique pour des raisons de rapport de force. Si, aujourd'hui, le RN est passé du statut d'organisation d'opposition, chargée de fixer et stériliser les mécontentements à celui de force susceptible d'assurer la direction de l'État et du gouvernement, c'est simplement parce que la gauche, la droite et le bloc central, qui se sont succédé au pouvoir depuis 1958 sont usés jusqu'à la trame.

L'illusion de la démocratie

L'idée comme quoi nous vivons dans une société tout-à-fait démocratique, au sens propre du terme, laquelle serait désormais menacée, traverse de part en part le texte. Témoin de cette phrase : « *L'extrême droite est soutenue par le capital pour qui la démocratie est désormais un problème.* ». On retrouve évidemment le trait d'égalité inepte souligné plus haut. Mais, surtout, il est écrit qu'avant « l'extrême-droite », la démocratie n'était pas un problème pour le Capital, ce phénomène serait nouveau est-il noté. Mais depuis quand la démocratie bourgeoise est-elle la démocratie réelle ? Depuis quand la démocratie authentique existe-t-elle dans l'État capitaliste, cette « *force spéciale de répression* », comme disait Lénine. L'idée que l'on peut choisir par le vote ses dirigeants est une contre-vérité, suffisamment démontrée par l'histoire, lorsque l'on veut abattre le régime capitaliste. Dans "*L'État et la Révolution*", Lénine caractérise ainsi la « République démocratique » : « *La république démocratique est la meilleure enveloppe politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'être emparé (par l'entremise des démocrates bourgeois, petits bourgeois ou "socialistes") de cette enveloppe la meilleure, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, qu'il n'est pas de changement de personnes, d'institutions, ou de partis dans la république démocratique bourgeoise, qui puisse ébranler ce pouvoir.* ».

Contrairement à ce que croient nombre de sociaux-démocrates, notamment à l'intérieur de la direction de la CGT, la France, pas plus que l'UE, n'est pas une démocratie authentique, ne l'a jamais été depuis l'établissement du capitalisme, le problème du Capital avec la démocratie réelle ne date donc pas d'aujourd'hui. Lénine caractérise parfaitement ce système électoral qui donne tant d'illusions aux dirigeants de la confédération CGT : *« Les opprimés sont autorisés, une fois toutes les quelques années, à décider quels représentants de la classe oppressive les représenteront et les réprimeront au parlement. »*.

Cette illusion de la démocratie est aussi une négation du statut impérialiste de la France. On la retrouve logiquement dans la brève caractérisation de la situation internationale noté par le préambule du document.

« Le droit international et ses institutions, comme l'ONU et l'OIT, sont considérablement fragilisées. [...] à l'image de la guerre en Ukraine et du génocide à Gaza ». Depuis l'existence de ces organisations : (ONU et OIT, mais il y en a d'autres) celles-ci n'ont jamais été de véritables points d'appui en faveur des peuples et les travailleurs, l'ONU, en 1947, sans consulter les habitants, a décidé du partage de la Palestine. L'ONU a toujours penché du côté de l'impérialisme dominant US. La présence de l'URSS et des pays socialistes, notamment d'Europe de l'Est a un temps permis de rééquilibrer les choses. Mais avant même la fin complète de l'URSS, l'ONU, suivant les impérialistes occidentaux, validait la première invasion de l'Irak. Elle n'est aujourd'hui que l'un des théâtres des affrontements entre puissances impérialistes, même si certains de ses employés combattent réellement le génocide à Gaza. Ce que veut dire le texte c'est les initiatives de Trump « fragilisent » l'ONU. Mais son Conseil de la Paix, constitué contre l'ONU, a été validé par le Conseil de Sécurité, de même qu'une résolution justifiant l'agression impérialiste contre l'Iran et lui en attribuant la responsabilité. L'ONU n'est pas fragilisée, elle est, comme depuis sa création un instrument au service de l'impérialisme et pas des peuples. L'incompréhension de cette situation internationale se voit aussi dans le fait suivant : le texte met sur le même plan la guerre en Ukraine, guerre impérialiste, opposant le bloc occidental au bloc Chine-Russie et la guerre de libération nationale de la Palestine face au prolongement organique de l'impérialisme occidental : l'entité coloniale sioniste. Ces guerres ne sont absolument pas de même nature, par conséquent nier la spécificité de la guerre coloniale en Palestine, c'est passer à côté de l'enjeu essentiel que représente, concernant les travailleurs du monde entier, pour notre propre émancipation, la libération nationale de la Palestine. On rejoint le point précédent en rappelant ceci : toutes les résolutions de l'Onu tournent, au mieux, autour des deux États, validant la poursuite de l'existence de l'État colonial sioniste, donc de la colonisation, lorsque la seule solution pour une Palestine libre où des travailleurs vivent à droits égaux, est son démantèlement.

La CGT, l'extrême-droite et le fascisme

Dans l'ensemble de la logorrhée au sujet du concept d'extrême droite, on trouve cette phrase résumant l'essentiel de ce qui préoccupe la direction de la CGT depuis plus de deux ans, au détriment de la lutte des classes et de la simple dénonciation du Capital : *« La CGT a toujours affirmé. L'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail. Elle ne peut jamais être mise dos à dos avec un autre parti car elle n'est pas de même nature. »*. On peut tout d'abord répondre qu'il s'agit là encore d'une appréciation erronée, éloignée de la grille de lecture de la lutte des classes. Rappelons que Maurice Thorez, rappelons le, s'y connaissait un peu mieux en matière de fascisme que la direction actuelle de la CGT, a déclaré à la Chambre des députés, le 6 février 1934, pendant que les fascistes tentaient leur coup d'État avec la complicité des partis bourgeois, sous les huées de leurs députés qui l'empêcheront de terminer : *« Il n'y a pas de différence de nature entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Ce sont deux formes de dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie bourgeoise. Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas. »*, c'est exactement le contraire de ce qu'affirme le préambule du document d'orientation de la CGT.

Nous voilà face à un exemple type de choix d'une autre manière de penser qu'à travers la lutte des classes. Quant au concept d'extrême-droite, on ne sait jamais si cela définit le fascisme ou pas. La série de questions que devrait se poser la CGT dans son ensemble est pourtant celle-ci : *« Est-ce que le fascisme des années 20/30/40 peut revenir aujourd'hui en France et dans le monde impérialiste occidental ? Est-ce qu'aujourd'hui, en France et dans les pays de l'impérialisme occidental, la Bourgeoisie capitaliste a besoin du fascisme ? Et quels sont les critères pour qu'elle en ait besoin ? »*. Faire le choix de ne pas poser ces questions essentielles, c'est faire celui de la bouillie idéologique, incompréhensible pour les travailleurs. Cette bouillie n'est certainement pas un élément permettant de lutter contre une éventuelle menace fasciste.

Au sujet de la troisième question, concernant les critères faisant que la Bourgeoisie a besoin du fascisme, la réponse a été apportée par Georges Dimitrov en 1935, au nom de la Troisième Internationale, dont il était le secrétaire général. Trois critères essentiels justifient que le capital ait recours au fascisme : la menace révolutionnaire, la crise aiguë du système capitaliste et le besoin pour la Bourgeoisie d'accaparer tous les pouvoirs. Si l'on se refait à ces trois critères aujourd'hui et que l'on essaie de les appliquer à la France, ça ne fonctionne pas. Il n'existe aucune menace révolutionnaire, les capitalistes ont bien tous les pouvoirs, y compris celui de distiller l'information que le fascisme des années 20/30 avait permis à la Bourgeoisie et de maîtriser.

Reste la crise du capitalisme. Elle existe notons le, sans discontinuer, avec des hauts et des bas, depuis plus de soixante ans et elle est devenue, au moins pour le bloc occidental, le mode de fonctionnement normal.

Dimitrov nous dit autre chose, en définissant ce qu'est un régime fasciste en une phrase : « *Le fascisme, c'est le pouvoir du Capital financier lui-même, c'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels* ». Le fascisme n'a pas disparu on peut le constater mais il a changé de forme : le pouvoir terroriste du Capital financier contre le prolétariat s'exerce désormais au sein même du stade impérialiste achevé. Le fascisme des années 20/30/40 était une tentative des Bourgeoisies italienne, allemande, japonaise de reprendre la main sur leur prolétariat, tout en luttant contre leurs concurrents impérialistes, écraser la Résistance révolutionnaire. Or, ce qui change fondamentalement en 1945, c'est l'avènement d'une sorte de mono impérialisme occidental à la place du poly-impérialisme d'avant-guerre. Les besoins des bourgeoisies capitalistes occidentales s'en trouvent modifiés. La phase actuelle du stade impérialiste offre des similitudes criantes avec le fascisme européen ancien. Il existe des éléments fascisants dans la politique menée par Macron, et précédemment par Sarkozy et Hollande, dans leur travail de destructions complète des acquis des travailleurs de 1945 et 1968.

Il existe tout de même une différence fondamentale ayant trait au syndicalisme. Dans les années 30, la Bourgeoisie française, avait les yeux de Chimène envers le régime nazi, elle s'est dit : « *Des syndicats compréhensifs, c'est bien, pas de syndicat du tout, c'est mieux* ». Or, raison de plus de comprendre que le fascisme des années 20/30/40 n'est pas à l'ordre du jour, ce slogan est passé de mode. Au stade impérialiste achevé, on le voit chez nous, le but des fondés de pouvoirs du Capital n'est pas d'interdire les syndicats, mais de les intégrer au système, tout en rognant les ailes de leurs éléments les plus revendicatifs. Afin de rogner les ailes, on a eu la loi travail de Hollande, les CSE, réduisant drastiquement le nombre des représentants syndicaux, occupant ceux restant à des tâches inutiles pour le prolétariat et les intégrant par le biais de la création de ces sinécures, pour lesquelles, désormais, le nombre de mandats n'est plus limité, et enfin, la loi de transformation de la fonction publique, privant totalement les syndicats de leur capacité à intervenir sur les carrières des salariés. Et concernant l'intégration, le « dialogue social », fait de réunions incessantes avec patronat et État, des « négociations » sans rapport de force, etc. Cette question de l'intégration du syndicalisme au système capitaliste, celle de l'intégration de la CGT, la dernière de la nébuleuse syndicale à ne pas l'être totalement, est un enjeu essentiel de la période. Or, le préambule n'en dit pas un mot, le reste du document non plus.

Une question corollaire, celle de l'information

L'une des principales raisons de la mise en place d'un régime fasciste a été, nous l'avons vu, la volonté de la Bourgeoisie capitaliste de concentrer tous les moyens d'information dans ses mains. Depuis quelques années l'Union européenne s'en prend aux réseaux sociaux, coupables de ne pas être totalement contrôlés par les multinationales et de ne pas complètement distiller leur parole. Macron s'en préoccupe également sous prétexte de lutter contre les soi-disant *fake news* et de protéger les mineurs. Le Capital a une armée de serviteurs idéologiques pour réaliser ce but de contrôle, les journalistes bien sûr, mais surtout les fameux « *fact-checkers* » autoproclamés vérificateurs de la vérité des informations. Ces gens sont les commissaires idéologiques du Capital, du moins de la frange qui a la main sur l'État. Leur rôle est d'empêcher ou de discréditer toute voix trop différente de la ligne officielle de l'idéologie dominante. Bien sûr, parmi les acteurs des réseaux sociaux, il n'existe pas uniquement des révolutionnaires, mais souvent des ultra-réactionnaires, toutefois c'est quand même là que l'on peut trouver des informations sur la situation en Palestine ou sur l'état du *Sionistan* bombardé que l'on ne trouve nulle part dans les media.

Le point de vue du préambule n'est pas de dénoncer le contrôle, la censure, l'interdiction qui ont clairement un aspect fascisant, ni la compromission des journalistes ou les commissaires idéologiques. Il consiste à suivre la ligne de Macron, justifiant le contrôle, sous prétexte, encore, de « lutte contre l'extrême droite ». En voici la teneur : « *L'extrême droite et le capital mènent une violente offensive contre la liberté d'information et utilisent les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle et les médias qu'ils possèdent pour véhiculer des "vérités alternatives" au service de leur croisade idéologique. Dans le monde de post-vérité que veut imposer l'extrême droite, il n'y a plus de faits, plus d'information, seulement des opinions...* ». Les media officiels, en dehors de ceux qualifiés d'extrême droite sont, le moins que l'on puisse dire totalement épargnés. Aussi objectivement, la CGT s'en prend à Bolloré et non à Bouygues ou à Saadé, non pas parce que c'est un capitaliste qui fabrique l'information, au même titre que les deux autres, car il est « d'extrême droite ». La falsification de droite ou de gauche de l'information n'est donc pas un problème. Le seul traitement de l'information concernant Gaza aurait pu faire l'objet d'un paragraphe extrêmement critique, y compris et surtout contre le « service public », France-Info étant champion en la matière. Mais, il n'en est rien. Pas un mot sur la désinformation fabriquée par Macron et ses amis.

Pour la direction de la CGT, les journalistes font leur travail et il n'y a pas à les critiquer. Or, dans le monde réel, aucune information donnée, mais des points de vue. Et le doute, notion chère à Descartes et à Marx, est

totallement occulté dans ce texte, voire condamné. La CGT nous dit seulement des opinions dans le monde à venir, mais c'est vrai depuis l'existence du capitalisme et, implicitement, condamne le doute. Pourtant, la réaction normale de tout militant syndicaliste de lutte des classes face à une « information » distillée par les outils du Capital, ce devrait être le doute !!!

Une traduction écrite de l'évolution de la CGT depuis des années

Si sa direction confédérale semble être complètement au diapason (le document est produit par la commission exécutive confédérale), la CGT dans son ensemble n'est pas à l'unisson. Certaines structures, malheureusement moins qu'il y a trois ans, remettent en cause l'évolution, désormais évidente, de la CGT vers la collaboration de classes. C'est le cas notamment de la FNIC-CGT (Fédération Nationale des Industries Chimiques), conservant, contre vents et marées, une orientation claire de lutte des classes. La direction de la FNIC a publié un document d'analyse du texte d'orientation du 54^{ème} congrès, à destination de ses syndicats. Ce document, qui sera dans notre résumé économique et social en intégralité, expose une vision très lucide du texte et de l'état de la direction de la CGT. A propos de l'intégralité du texte, celui-ci relève un élément fondamental que nous avons évoqué : *« Dans le texte, la première chose qui doit alerter les syndicats est l'absence préoccupante de plusieurs concepts structurants : "Lutte des classes", "Révolutionnaire", "Antagonisme de classe", "Expropriation capitaliste" : à nouveau éliminés, malgré nos combats répétés pour leur réintégration. Cela nous conduit à perdre les fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire, base de la charte d'Amiens. [...] En contrepartie, nous avons des éléments totalement contradictoires négatifs qui n'apparaissent presque plus, comme "Capitalisme", ou "Syndicalisme", qui est écrit comme une généralité d'un rassemblement des OS sans prioriser nos orientations. »*. Quant au préambule, voici les remarques qu'en tire la direction de la FNIC : *« Le préambule commence par faire le constat de la situation vécue par les salariés sans en donner l'explication ni les conclusions à apporter. [...] Aucune discussion, aucune analyse, aucune perspective claire. Seul le combat contre l'extrême droite apparaît dans le texte en occultant totalement le capitalisme. Rien sur l'objectif d'éradication du capitalisme. »*. Les choses sont claires et clairement dénoncées.

Le Parti Révolutionnaire Communistes n'a pas à intervenir dans un processus concernant uniquement les syndiqués et les structures de la CGT. Néanmoins, il est normal que nous donnions notre avis sur le devenir de la seule organisation syndicale dans notre pays dans laquelle subsistent des militants de lutte des classes, même s'ils n'y sont plus majoritaires. Nous donnons notre avis, de l'extérieur, et nous espérons qu'il aidera à la réflexion des camarades de la CGT.

La CGT n'est plus à la croisée des chemins. Elle a déjà, en catimini, depuis plusieurs congrès, choisi sa voie vers la collaboration de classe et l'intégration au système. Le préambule du document d'orientation, partie vraiment politique du texte, est un élément d'accélération, dans le but assez évident d'empêcher tout retour en arrière. Le choix est fait de dire les choses à la face du monde, au lieu de continuer à les enrober de mots qui sont des classiques de la CGT, vidés de leur sens. D'une certaine manière c'est un des mérites du texte. Néanmoins l'état de l'incompréhension politique de ce qui se passe aujourd'hui, en France et dans le monde, du stade du capitalisme, de son fonctionnement, de l'antagonisme de classe fondamental est plus qu'inquiétant. Cela devrait réveiller les militants de la CGT qui sont au moins persuadés que le patron n'est pas un partenaire. Or, pour l'instant, les réactions, non pas au texte, assez récent, mais à la ligne qu'a développée la direction actuelle de la CGT, révèlent que ce n'est pas le cas. A quelques exceptions près, la CGT semble aujourd'hui une machine fonctionnant toute seule, à vide, dans la seule perspective de continuer à exister et à se renforcer (Pourquoi ? Pour qui ?), et dans celle, beaucoup plus cachée de perpétuer les sinécures de ses dirigeants, du syndicat à la confédération. Tout cela est bien loin de ce dont les travailleurs ont besoin comme outil de lutte contre le capitalisme et d'émancipation.

Il est peut-être temps, pour les militants de lutte des classes de la CGT, comme l'a fait en son temps Henri Krasucki, de crier : « Casse-cou ! ».